



PARTI SOCIALISTE

SECTION DE SÈVRES, VILLE D'AVRAY et VAUCRESSON

Le 25 février 2013

Atelier débat : Refonder l'école

Entre 30 et 40 Sévriens intéressés par la question et/ou impliqués dans la vie scolaire à Sèvres avaient bravé la neige et le froid ce lundi 25 février pour participer à l'atelier débat : refonder l'Ecole¹ organisé par le Parti socialiste de Sèvres. Ce compte-rendu reflète les réflexions et prises de position des intervenants et des participants à cet atelier débat.

Bénédicte se félicite d'avoir un ministre de l'éducation qui connaît bien l'école, et veut s'inspirer des bonnes pratiques des pays voisins pour la faire évoluer, ce qui est une innovation en France. Mais il se heurte au clivage entre conservateurs et progressistes (ce qui recoupe partiellement les clivages politiques) et au poids des lobbies. On voit se développer dans le public un discours qui se repose sur des affirmations de « bon sens » que rien dans les études sur l'éducation ne vient confirmer pour justifier le statu quo, mais le retour en arrière à l'école du XIX^{ème} siècle est impossible : par exemple, pour justifier des classes de niveau sans ambition qui relèvent des soins palliatifs.

Tous les indicateurs (notamment ceux des études comparatives internationales) sont au rouge. Le système actuel accentue les inégalités : 1 enfant sur 6 soit 150 000 enfants par an sort du système sans diplôme et le taux d'échec est de 40% (contre 5 à 7% en Europe) ; Le taux de redoublement est de 38% en France contre 13% dans les pays de l'OCDE, alors que c'est une pratique coûteuse et inefficace. Les rapports (celui de la cour des comptes par exemple) qui dénoncent cet état de fait depuis des années, sont mis au placard sans être pris en compte, les expériences novatrices menées ici ou là servent d'alibi plus que de courroies d'entraînement. Nos sociétés contemporaines ont besoin de 100% de bacheliers, il y en a entre 65 et 70% en France. Mais pour Frédéric, il faut faire attention au discours qui dévalorise l'école avec des constats trop pessimistes, qui ne correspondent pas toujours à la réalité vécue par ses acteurs.

Pendant les années Sarkozy, la suppression de la formation des enseignants a surpris les pays étrangers qui ont trouvé que les français étaient tombés sur la tête. Certes la formation des IUFM est à repenser, il s'agit de remettre les pratiques pédagogiques au cœur de cette réflexion. Pour régler les problèmes de discipline qui usent les enseignants, un climat de confiance se reconstruit avec des outils pédagogiques maîtrisés. La pratique pédagogique s'appuie sur la maîtrise de l'interactivité entre l'enseignant et son public. Les professionnels qui accompagnent

¹ Les intervenants sont volontairement cités par leur prénom pour respecter leur liberté de parole quand ils sont engagés dans leur activité professionnelle avec l'Ecole.

ce processus pédagogique (médecins, psychologues, conseillers d'orientation), ont un rôle important à jouer, et leur déploiement relève clairement des missions de l'Education nationale et non des collectivités locales.

Il faut une pédagogie du changement pour obtenir un consensus autour de la refondation de l'école, en particulier auprès l'encadrement de l'éducation nationale, mais aussi avec les enseignants. Le projet refonder l'école passe mal car V. Peillon n'est pas soutenu, c'est ce travail de communication et de motivation qui reste largement à faire. La concertation qui s'est lancée dans les mois qui précèdent avec les corps intermédiaires (ce qui était une nécessité en sortant des années Sarkozy), n'a pas suffisamment pris en compte les enseignants de base et les cadres intermédiaires, ce qui explique en partie les difficultés rencontrées actuellement par ce projet.

Refonder l'école est une nécessité démocratique, car l'école d'aujourd'hui est la France de demain. Changer les pratiques pédagogiques est au cœur de cette refondation, Il faut passer de la machine à trier à « l'école de la bienveillance ». Mais il manque une certaine lisibilité des enjeux portés par le projet de loi :

- Quels savoirs veut-on transmettre ?
- Quelles pratiques pédagogiques mettre en oeuvre ?
- Comment passer d'un système qui fonctionne sur la reproduction sociale à un système qui lutte contre les inégalités ?

Le projet s'organise autour de :

- la reconstruction de la formation des enseignants, mais au-delà de la formation initiale à rétablir, le problème de la formation continue des enseignants reste à construire.
- une priorité mise sur le primaire, car c'est là que tout se joue,
- un accueil des plus petits dans les territoires défavorisés,
- un renforcement du socle commun des compétences.

Pour Pascal, la place de l'enfant dans la ville est au cœur du projet éducatif local, car penser la ville pour l'enfant, c'est la penser pour tous. Avec le projet éducatif local, on touche à la vie de tout le monde en intervenant sur leur rythme de vie (temps de travail des enseignants, problèmes de garde des parents). Il faut de la concertation pour agir ensemble dans l'intérêt de l'enfant sinon on se heurte à des revendications catégorielles contradictoires.

L'organisation du temps périscolaire doit être prévu prioritairement pour l'enfant en impliquant 3 co-éducateurs : l'enseignant (d'où l'importance des 108 heures annuelles hors enseignement), l'animateur et les parents. Il paraît important de prendre en compte les rythmes biologiques de l'enfant et les moments privilégiés de la journée, ce qui implique concertation et cohérence entre les co-éducateurs. Modifier les horaires ne suffit pas, il reste à construire avec les co-éducateurs un projet éducatif local. Mais faire rentrer les animateurs du périscolaire dans l'école n'est pas facile (A Fontenay, on a beaucoup travaillé pour introduire les activités

périscolaires : musique, sport dans l'école). Pour la municipalité, l'appui au soutien scolaire apporté par des bénévoles est aussi à prendre en compte.

Nous sommes aussi le seul pays d'Europe à avoir une semaine de 4 jours d'école. Le projet éducatif local doit être en cohérence avec les rythmes scolaires et réussir l'enjeu de modifier les rythmes scolaires réclame de la concertation et donc du temps. Ce point est discuté par les participants, une partie d'entre eux pensant qu'au contraire, il faut dès maintenant expérimenter ce changement de temps ; la construction d'un projet éducatif qui prendrait de toute façon plusieurs années peut commencer à se construire dès maintenant.

La municipalité y joue un rôle important, tant par le nombre des animateurs concernés que par les plages horaires couvertes. Mais il y faut de la part de la municipalité du volontarisme et des moyens, ce qui repose la question du poids des inégalités territoriales. Ces temps sont à repenser aussi l'année, ce qui peut donner de la souplesse au calendrier hebdomadaire.

Le débat reste ouvert entre un projet global porté au niveau national et une logique de territoire qui collerait mieux avec la carte des difficultés scolaires ; mais à travailler au niveau local, ne risque-t-on pas d'aggraver le poids des inégalités territoriales ? Pour Bénédicte, c'est par le changement des pratiques pédagogiques et non par des mesures plus localisées, qu'on réussira la refondation de l'école. Mais comment donner en même temps une perspective globale et de la souplesse au niveau local ?

Plusieurs interventions insistent sur l'importance de revaloriser les filières professionnelles, mais combien parmi les décideurs de ce pays sortent de ces filières et seraient motivés pour en porter le projet. Cela pose aussi le problème de l'orientation des élèves en situation d'échec que l'on marginalise dans des filières perçues comme « des classes poubelle ».

Remettre les pratiques pédagogiques au cœur de ce chantier et porter un projet éducatif local semblent in fine des clés pour ce projet de refonder l'école.

Catherine Cyrot